Note d'Information patrimoniale et financière

L'article 1612-2 du CGCT impose d'adopter le budget « avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique ».

Depuis la loi NOTRe, n°2015-991 du 7/08/2015, l'article L. 2313-1 du CGCT stipule :

« **Pour l'ensemble des communes**, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa (...) (est mise) en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles (elle se rapporte) »

1. Les éléments de contexte économique et social, budgétaire, évolution de la population...

Sauf à rappeler que notre pays bat les records de prélèvements obligatoires alors que les besoins fondamentaux de santé, d'éducation, de sécurité, et de services publics et d'offres de proximité semblent de moins en moins satisfaits, il me paraît inutile de revenir ici sur le contexte national, crise énergétique, inflation, hausse des taux d'intérêt, guerre en Ukraine, que chacun jauge et juge selon les informations dont il dispose et ses propres convictions.

Il n'en reste pas moins que ce contexte national influe sur nombre d'éléments de la vie locale, et, outre les données chiffrées qui suivent, nous citerons la fermeture du Chat noir après dépôt de bilan et l'état des lieux éolien.

Sur ce dernier sujet, en effet, le promoteur, dans un déni manifeste de démocratie, continue d'agir sans tenir compte de la majorité absolue de la population qui a exprimé, lors de l'élection municipale du 16 mars 2020, son refus d'un parc sur la commune.

Il a ainsi érigé à l'automne dernier un mat de mesure, sur la base d'un accord d'octobre 2019 donné par l'ancienne municipalité, et malgré notre opposition qui lui avait été signifiée.

Nous confirmons, quant à nous, notre détermination à engager tous les moyens pour empêcher l'implantation de ces aérogénérateurs et l'artificialisation de nos sols afin de préserver, de façon véritablement écologique, la beauté de notre environnement campagnard et de nos paysages.

2. La situation patrimoniale de la commune, communiquée par le Trésor Public dans le Compte de gestion

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

24000 - MARON -		Exercice 2022	
ACTIF NET ⁽¹⁾	Total (En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total (En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	0,53	Dotations	464,20
Terrains	128,34	Fonds globalisés	595,58
Constructions	2 087,78	Réserves	2 308,78
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	2 032,83	Différences sur réalisations d'immobilisations	-88,71
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	90,89
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	6,46	Résultat de l'exercice	208,50
Autres immobilisations corporelles	381,05	Subventions transférables	37,85
Total immobilisations corporelles (nettes)	4 636,46	Subventions non transférables	915,58
Immobilisations financières	3,26	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 640,26	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	4 532,67
Créances	11,09	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	377,14
Disponibilités	293,43	Fournisseurs (2)	12,69
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	22,27
TOTAL ACTIF CIRCULANT	304,52	Total dettes à court terme	34,95
Comptes de régularisations		TOTAL DETTES	412,10
TOTAL ACTIF	4 944,78	Comptes de régularisations	0,01
		TOTAL PASSIF	4 944,78

On y lit que les actifs avoisinent 5 M€, avec principalement des constructions pour un montant excédant 2 M€, et des réseaux et installations de voirie pour un montant quasiment identique ; en regard, il faut noter le report à nouveau, à savoir 90.89 K€ d'excédent de fonctionnement 2021, et le résultat d'exercice 2022 de 208,50 K€.

3. La population

La population, qui avait évolué positivement entre 2013 et 2018, de 758 à 806, diminue depuis cette date pour revenir à 762 en 2022. L'avenir, en ce domaine, est pour le moins incertain compte tenu d'une politique nationale et locale de « métropolisation » qui consiste, avec le PLUI, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, à réduire les terrains constructibles dans nos villages au profit précisément de l'agglomération de Châteauroux.

4. **Les recettes de gestion** de la commune ont augmenté en 2022 de 14,1 % par rapport à 2013 dont 11.7 % de 2020 à 2022, pour atteindre 615 400 €, tandis que les dépenses de gestion, de 2013 à 2022, ont augmenté seulement de 12.8 %, avec une réduction de 2.3 % par rapport à 2020 où elles se situent à 498 500 €.
5. Parmi ces recettes, il faut néanmoins observer le taux d'augmentation des **impôts directs** par personne de 31.3 % de 2013 à 2022 !
6. Avec un **nombre d'agents** resté stable à 8, de 2013 à 2022, la « **charge de personnel** » (209 500 € en 2022) a très peu augmenté de 5.3 % sur cette période, ce que l'on ne peut que déplorer pour les bénéficiaires. Notons qu'elles relèvent quasiment totalement des obligations nationales qui peuvent à tout moment nous imposer des charges supplémentaires, comme la participation au financement des assurances complémentaires Santé et Prévoyance dont la mise en place est prévue au cours de l'exercice 2023.
7. Les différents niveaux de Recettes, de Dépenses et d'Épargne
Aux **Recettes et Dépenses de Gestion**, on ajoute les Produits ou charges financiers et exceptionnels pour obtenir les **Recettes ou Dépenses Réelles** :
 - Les **Recettes exceptionnelles** peuvent provenir principalement de la cession d'Immobilisations
 - Les **Dépenses exceptionnelles** comptabilisaient dans la comptabilité M14 l'inscription des indemnités d'assurance.
 - i. On conviendra que leur caractère « exceptionnel » ôte tout intérêt à l'examen de l'évolution de ces recettes et des dépenses
 - ii. En revanche leurs montants bruts, 96.4 k€ en recettes et rien en dépenses 2022, nous intéressent pour calculer les épargnes de l'exercice, c'est-à-dire la capacité de la commune à autofinancer ses investissements

- **L'épargne brute** se calcule en déduisant des RRF les cessions d'Immobilisations, et les Dépenses Réelles, elles-mêmes diminuées des charges financières

Recettes 2022		Dépenses 2022		Calcul de l'épargne brute	
Recettes de gestion des services	615 ,4 k€	Dépenses de gestion des services	498.5 k€	+116.9 k€	
Chap 76 : Produits financiers	0.0 k€	Chap 66 Charges financières	1.2 k€		+1.2 k€
Chap 77 : Produits exceptionnels (1)	96.4 k€	Chap 67 Charges exceptionnelles	0.0 k€	+96.4 k€	
Recettes Réelles	711.8 k€	Dépenses Réelles	499.7 k€		+212.1 k€
Cessions	-0.6 k€			-0.6 k€	-0.6 k€
Calcul de l'épargne brute	711.2 k€		498.5 k€		212.7 k€
Taux d'épargne brute	= 212.7 / 711.2				29.9 %

(1) les produits exceptionnels comprennent une indemnité d'assurance de 92.5 k€ en2022 dans la M14

- Pour calculer l'épargne brute, on a déduit les frais financiers à savoir le paiement des intérêts de la dette, qui relève des dépenses de fonctionnement.
Pour calculer l'**Epargne nette**, on déduit le remboursement de la dette en capital, ou remboursement d'emprunt (dépense d'investissement), de l'épargne brute.

	2017	2018	2019	2220	2021	2022
: Remboursnt de la dette : 16 sauf 1688	44.7	49.6	49.8	50.0	50.1	50.3 0.4 (2)
Epargne nette	3.7	23.6	- 5.7	- 3.6	43.6	162.1

(2) Remb exceptionnel en 2022 d'une caution Chat noir : 0.4 k€

8. L'endettement de la commune

2 emprunts ont été souscrits par les municipalités précédentes

- Un emprunt de 750 000 €, du 20 octobre 2005 pour une durée de 30 ans, à taux variable destiné à la construction de bâtiments (école et médiathèque)
- Un emprunt de 200 000 € du 3 janvier 2017 pour une durée de 12 ans, au taux fixe de 1%, destiné à des travaux de voirie
 - i. L'encours de la dette au 31/12/2022 est de 377 143 €, soit 495 € par personne
 - ii. Le taux d'endettement (encours / Recettes Réelles de Fonctionnement (hors cessions) est de 53 %
 - iii. La capacité de désendettement, à savoir le nombre d'années nécessaires pour rembourser le capital au moyen de l'épargne brute s'affiche, au 31/12/2022, à moins de 2 ans mais se situe plus véritablement à plus de 3 ans si l'on déduit l'indemnité d'assurance de l'épargne brute

9. Autres ratios par rapport à la population contenus dans le document du Compte Administratif

Ratios / Population	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2017
Population totale	794	806	801	780	770	762	- 4 %
Résidences secondaires	15	16	15	15	?	?	
DRF / Population	616.27 €	619.96 €	621.45 €	657.43 €	601.05 €	655.70	+ 6.4 %
Impôts directs / P	224.62 €	230.22 €	237.45 €	248.21 €	268.08 €	281.45	+ 25.3 %
RRF / P	726.66 €	722.41 €	713.54 €	770.9 €	763.78 €	1053.45 €	Sans objet
Dépenses d'équipement brut / P	414.2 €	43.92 €	33.59 €	165.15 €	35.39 €	19.08	S O
Encours de dette / P	789.57 €	777.82 €	658.55 €	612.23 €	555.10	464.94 €	- 40.4 %
DGF / P	135.37 €	134.4 €	134.8 €	136.83 €	137.70 €	139.06	+ 1.0 %

10. **Les priorités de notre budget** découlent évidemment de tout ce qui vient d'être dit, avec des éléments sur lesquels nous devons être particulièrement vigilants, notamment le refus des éoliennes, la maîtrise du budget, la nécessité de réduire notre consommation d'énergie, l'attention à porter à notre école, à la sécurité et d'abord la sécurité routière, et enfin l'offre de services de proximité

Guilhem de Tarlé
adjoint aux Finances